

Mr VIGOR Pierre
Les Fermes
61200 FONTENAI SUR ORNE
☎ 02 33 67 54 58
💻 sidossi@free.fr

**Monsieur le Président
de la Communauté de Communes
de la Ferté - Saint Michel
Place de la République
61600 LA FERTÉ MACÉ**

O b j e t: Procès-verbal de clôture d'enquête et de synthèse des observations écrites et orales concernant l'enquête publique en vue de l'élaboration d'un règlement local de publicité sur le territoire de la communauté de communes de la Ferté – Saint Michel (Orne).

Références: Article R123-18 du code de l'environnement.

Pièce jointe: 1

L'enquête publique, concernant les projets cités en objet, est close le vendredi 20 novembre 2015.

- Deux registres d'enquête ont été mis à la disposition du public du 19 octobre 2015 au 20 novembre 2015, l'un déposé à la mairie de la Ferté Macé, siège de l'enquête, a reçu une observation, l'autre déposé à la mairie Saint Michel des Andaines ne présente aucune observation. Trois courriers ont été déposés en mairie de la Ferté Macé.

Le commissaire enquêteur a tenu deux permanences de trois heures en mairie de la Ferté Macé et une permanence de trois heures en mairie de Saint Michel des Andaines.

Pendant cette enquête, trois personnes, ont demandé à consulter le dossier et en particulier l'impact visuel sur l'environnement et le droit d'affichage en général.

Conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement, je dois vous communiquer les différentes observations sur la procédure en cours.

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de synthèse des observations, je vous demande de bien vouloir établir un mémoire en réponse à tous les points soulevés et de me faire part des éventuelles corrections que vous seriez prêt à apporter au projet.

Je souhaite recevoir ce **mémoire dans un délai de quinze jours**, puisque son établissement et l'analyse que j'en ferai, conditionnent le délai d'émission de mon rapport.

Je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire.

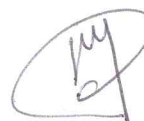
Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Président l'expression de mes sentiments respectueux.

Remis et commenté au siège de la Communauté de Communes de la Ferté – Saint Michel, en deux exemplaires.

le 30 novembre 2015.

Pour le Maître d'ouvrage
M.

Pour le Commissaire enquêteur
M. Pierre VIGOR



ENQUÊTE PUBLIQUE

EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN RÉGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA FERTÉ – SAINT MICHEL

Procès-verbal de synthèse des observations écrites ou orales communiquées au pétitionnaire:

1 – OBSERVATIONS du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

	Réponse du Maître d'Ouvrage
▪ Les dispositifs au sol ne sont-ils pas une entrave à la circulation des piétons, rue principale de la Ferté Macé?	
▪ La Signalisation d'Information Locale (SIL) bien que ne relevant pas de la présente réglementation de publicité, mais du code de la route, pourrait être employée pour assurer la signalisation des services et équipements sur un panneau réduit.	

2 – OBSERVATIONS PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

Préfet Basse Normandie	Réponse du Maître d'Ouvrage
Avis favorable	
Chambre d'Agriculture	
N'est pas concernée et ne peut donc pas transmettre d'avis	
Conseil Général	
Avis favorable au projet	

CCI Alençon	
Partage les orientations et les objectifs du Règlement: améliorer les entrées de ville – améliorer l'image du centre ville et des zones d'activités – adapter les contraintes existantes de publicité afin de concilier la protection du cadre de vie et les enjeux économiques locaux.	

3 – OBSERVATIONS DES ASSOCIATIONS

France Nature Environnement Pays de la Loire (M.GAVALLET Jean-Christophe)	Réponse du Maître d'Ouvrage
<p>Le zonage</p> <p>- Constate que le zonage de la zone d'activités commerciales est identique aux zones d'habitations, alors que le besoin d'affichage y est très différent, ce qui contribue à une banalisation des paysages.</p> <p>Un zonage différencié devrait être proposé avec mise en place d'une:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ zone de publicité réglementée n°1 correspondant aux zones d'activités commerciales (identifiées p. 17 du rapport) à laquelle s'appliquerait un règlement plus souple que sur le reste du territoire, tout en restant dans les strictes limites du RNP et du RLPi. ▪ zone de publicité n° 2 correspondant au paysage urbain et d'habitation (identifiée en rouge p. 17) à laquelle seraient associées des règles très strictes d'implantation de publicité, enseignes et pré-enseignes proportionnelles au besoin d'affichage des commerçants. <p>Il est regrettable qu'une telle zone ne soit pas mise en place en vue de préserver les entrées de ville qui sont soumises à la pression publicitaire et qui sont généralement marquées par la discontinuité du bâti.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Afin d'éviter le risque de banalisation, propose: soit de créer des zones différenciées pour les enseignes, soit de durcir les prescriptions afin de ne pas laisser s'implanter des enseignes au sol dans les cœurs historiques des deux communes. 	
<p>Le règlement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseillé de prévoir une limitation de la bordure des panneaux afin d'éviter les divergences d'interprétation sur les modalités de mesure de la taille des panneaux et ainsi éviter que les dimensions ne soient augmentées via l'élargissement des bordures de celui-ci. 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ De mettre en place une règle fixant un espace minimale entre le bord du mur et le support. 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant le mobilier urbain, la limite de 3 mètres au dessus du sol paraît encore trop élevé, une limite de 2 mètres serait préférable. 	

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Il est regrettable que les règles concernant les enseignes soient applicables sur le territoire y compris hors agglomération. Elles permettent le rétablissement d'enseignes scellées au sol, identifiées dans le rapport, comme étant l'une des principales sources de pollutions visuelles. Un zonage différencié aurait permis d'instaurer ce type de dispositif que dans les zones d'activités commerciales tout en préservant le reste du territoire. 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La disposition sur la surface cumulée des enseignes sur bâtiment ne paraît pas changer par rapport à la réglementation nationale et ne semble pas adapter correctement les dispositions nationales aux circonstances locales. 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La densité prévue (2 par façade) pour les enseignes, scellées au sol ou murales, peut être limitée à 1 par façade et par établissement, ce qui revient à 3 dispositifs: 1 enseigne murale parallèle, 1 enseigne murale perpendiculaire et 1 enseigne scellée au sol, par établissement et semble satisfaisant pour signaler l'activité. Dans le cas de suppression des enseignes scellées au sol dans la zone de publicité réglementée identifiée précédemment, le nombre d'enseignes perpendiculaires par établissement pourrait être à 2. 	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Concernant les enseignes lumineuses, les règles locales ne tranchent que très peu par rapport au standard national. ▪ Des limitations de taille pourraient être prévues pour ces dispositifs dont l'impact visuel et important. ▪ Il est regrettable que la suppression de la publicité murale dans les entrées de ville ne soit pas mis en œuvre du fait de l'absence de zonage différencié qui permettrait d'instaurer cette interdiction dans les entrées de ville. 	


Union de la Publicité Extérieure (Upe) (M. Stéphane DOTTELONDE)	Réponse du Maître d'Ouvrage
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Publicité apposée sur un mur: lors de la réunion du 30 juin 2015, il a été précisé que le format retenu prenait en compte la surface des moulures. Or l'article 6 tel qu'il est rédigé renvoie à la surface de l'affiche publicitaire. <p>Un projet de décret de clarification et de simplification concernant la surface est actuellement en cours de préparation au Ministère de l'Ecologie. Il précise que "<i>l'application des règles de surface applicables aux publicités s'effectue sur la base de la surface de l'affiche apposée sur les dispositifs</i>". Les éléments de support, de fonctionnement et d'encadrement ne sont pas compris dans cette surface. En outre, ce texte prévoira une nouvelle disposition plafonnant la surface de l'encadrement et la largeur des pieds des dispositifs publicitaires.</p> <p>Afin de ne pas contrevenir aux futures dispositions du décret, propose une nouvelle rédaction, qui</p>	

permettra à la commune d'appliquer les nouvelles contraintes réglementaires sans qu'il soit besoin de modifier le RLPi:

Publicité sur support mural: la publicité non lumineuse apposée sur un mur ne peut avoir une surface unitaire excédant 2m², ni s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du niveau du sol".

4 – OBSERVATION DU PUBLIC

Registre de la Ferté Macé

M. HEROUT Olivier	Réponse du Maître d'Ouvrage
Note que ce règlement ne s'applique pas à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif. Ce qui est bien, mais veut dire que tout est permis pour elles? L'adoption de ce règlement implique-t-elle que les panneaux indicateurs "numériques" actuels vont être refaits – revus – complétés..... Il lui semble que la ville manque cruellement d'indications notamment pour les différents services, les écoles etc...	
Mme TALBOT Christine	Réponse du Maître d'Ouvrage
Gérante de l'institut "Chrysalide et Papillon" et exerçant sa profession dans son habitation excentrée de la ville au 46 rue de Bagnoles, à la Ferté Macé, désire être autorisée à poser un panneau au bout de son chemin, indiquant ses tarifs prestations, avant les fêtes de fin d'année.	
<u>Observations orales</u>	Réponse du Maître d'Ouvrage
▪ Un bandeau publicitaire (assimilé à la bâche) fixé au dessus de la route, à deux habitations face à face, annonçant par exemple le don du sang, sera-t-il autorisé dans la nouvelle réglementation?	
▪ Quelle publicité employer route de Bagnoles entre l'agglomération et la zone d'activités, pour un artisan?	
Fait le 30 novembre 2015 Le Commissaire enquêteur Pierre VIGOR 	le novembre 2015